



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2787
31 décembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Faille sanitaire: le gouvernement soumis aux lois du profit



Migrants

La mort à chaque frontière

Page 6

Chômage

Une baisse... dans les chiffres seulement

Page 3

Saisonniers

Les patrons doivent payer!

Page 11

Leur société

- Baisse du chômage : seulement dans les chiffres 3
- Gauche : et maintenant l'opération Taubira 3
- Zemmour : visite à la Coloniale 3
- Macron et Omicron : la santé des profits d'abord 4
- Castex : la tirade des boucs émissaires 4
- Urgences : ce qui est rare devient cher 4
- L'hôpital et la charité 4
- Guadeloupe : vers la mobilisation générale ? 5
- Livret A : le vol de l'épargne populaire 5
- Rachats d'actions : s'enrichir en dormant 5
- Fillon : une réinsertion exemplaire 5

Élection présidentielle

- La campagne continue 12
- Les réunions publiques 12

Dans le monde

- Migrants : une situation dramatique 6
- Afrique du Sud : Desmond Tutu apôtre d'une transition préservant la bourgeoisie 6
- Bosnie : des calculs nationalistes à la guerre ? 7
- Pandémie : le profit tue 7
- Télescope spacial : un grand pas pour l'humanité... future 12
- Navires à l'abandon : marins escroqués 12

Dans les entreprises

- Constructeurs automobiles 9
- Michelin - Clermont-Ferrand 9
- LVMH 9
- Hôpital Saint-Antoine - Paris 10
- Sepur 10
- France-Loisirs 10
- Auchan 10
- Saisonniers 11
- Hôtellerie et restauration 11

Il y a 100 ans

- Irlande : janvier 1922, l'indépendance arrachée 8

Lutte ouvrière à 1,50 euro

À partir du 7 janvier, le prix de vente de *Lutte ouvrière* au numéro passera de 1,20 euro à 1,50 euro.

Ce prix n'avait pas augmenté depuis octobre 2014, et depuis cette date les coûts à assumer ont notablement augmenté, notamment ceux du transport, des expéditions et de la distribution en général, sans compter le dernier en date, celui du papier.

Nous remercions tous nos lecteurs d'accepter cette augmentation, qui nous aidera à continuer d'assurer la parution de leur journal.

Épidémie, faillite sanitaire : un gouvernement irresponsable au service de la loi du profit

Conseil de défense sanitaire, Conseil des ministres réuni en urgence... «*Si le virus accélère, nous accélérons aussi*», avait proclamé la semaine dernière Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement. En fait d'accélération, il y a surtout celle des conciliabules au sommet de l'État.

La principale mesure censée répondre à la progression de plus en plus rapide de l'épidémie, avec l'arrivée du variant Omicron, consiste à transformer le passe sanitaire en passe vaccinal. Ce durcissement du dispositif du passe sanitaire, qui va restreindre encore davantage la vie de quelque cinq millions de non-vaccinés, peut-il enrayer la progression du variant Omicron ? Rien n'est moins sûr. Depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement n'a jamais mis en œuvre une politique susceptible de permettre à l'hôpital de faire face à l'épidémie. Au contraire, il a continué à fermer des lits, plus de 5700 en 2020, alors que le coronavirus se répandait, ce qui rend le système de santé encore moins capable de faire face à la situation aujourd'hui qu'au début de la vague de Covid il y a deux ans !

Faute de mettre les moyens nécessaires, le gouvernement ne cesse de jouer à la roulette russe avec la santé de la population. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a lui-même rappelé récemment qu'au plus fort de l'épidémie, il avait été demandé à des soignants positifs au virus de venir travailler dans les hôpitaux. En réalité, loin de se préoccuper de la santé publique, Macron poursuit aujourd'hui son opération de diversion consistant à reporter la responsabilité de l'épidémie sur les non vaccinés, désignés comme des boucs émissaires.

La crise sanitaire actuelle se rajoute, en l'aggravant encore, à une situation dramatique dans les hôpitaux, provoquée par les politiques de restrictions budgétaires imposées par tous les gouvernements. Mais les présidents et les ministres n'ont été eux-mêmes que des exécutants qui se sont soumis aux exigences et au parasitisme de la finance et des financiers.

Avec la complicité des gouvernements successifs, la finance a pu pénétrer de plus en plus dans les hôpitaux, qui avaient longtemps été préservés

de cette logique de profit à court terme. En instaurant le paiement à l'acte, et en distinguant ainsi les soins en fonction de leur coût, on a introduit une logique de rentabilité au sein des établissements de santé. On leur a imposé de fonctionner comme des entreprises privées, avec les mêmes critères de rentabilité, avec la même gestion du personnel à l'économie, en rognant sur les effectifs et en bloquant les salaires.

La surcharge de travail, les payes insuffisantes, c'est tout cela qui explique la pénurie de personnel dont souffre l'hôpital. D'autant plus que bien des médecins, des infirmières, des aides-soignantes préfèrent aller travailler dans des cliniques et des chaînes hospitalières privées, où on leur propose des salaires supérieurs. Ces groupes privés ont connu un développement florissant en mettant la main sur les soins les plus rentables, tandis que l'hôpital public, lui, a conservé les soins délaissés par les capitalistes de la santé, la médecine des pauvres... ou le traitement des patients atteints du Covid. En effet, alors qu'on évoque actuellement une saturation des hôpitaux publics, il n'est jamais envisagé de soumettre les cliniques privées aux mêmes obligations !

C'est bien le fonctionnement du capitalisme fondé sur la recherche permanente du profit qui a conduit à la faillite actuelle du système sanitaire. C'est aussi cette logique qui s'oppose à la levée des brevets sur les vaccins, empêchant les pays les plus pauvres d'y avoir accès, mettant ainsi l'ensemble de la planète sous la menace de nouveaux variants.

L'humanité est aujourd'hui impuissante à venir à bout de l'épidémie, pour les mêmes raisons qu'elle ne parvient pas à en finir avec la crise économique, le chômage, le sous-développement et la famine. La science et le niveau atteint par les technologies permettraient de résoudre la plus grande partie de ces problèmes, y compris la crise climatique, à condition d'être soustraits au contrôle des capitalistes et à leur course au profit. En se fixant l'objectif d'exproprier la classe capitaliste pour mettre l'économie sous le contrôle de la population, seuls les travailleurs pourront apporter le remède susceptible de sauver la société de la catastrophe.



Baisse du chômage : seulement dans les chiffres

Après le président de la République, la ministre du Travail s'est félicitée le 27 décembre de la baisse du nombre de chômeurs. On serait revenu aux chiffres d'il y a quinze ans, toutes catégories confondues d'après Macron, seulement pour les jeunes d'après Borne.

Leurs services donnent pourtant d'autres chiffres et indiquent que le nombre de sans-emploi officiellement recensés n'est toujours pas revenu à son niveau d'avant la pandémie. De plus, si les statistiques indiquent bien une baisse des chômeurs de catégorie A (sans aucun emploi), elles montrent une augmentation de ceux de catégorie B et C (employés à temps partiel). Les

nouveaux emplois sont donc très largement des emplois à temps partiel, avec des salaires insuffisants pour vivre.

Toutes déclarations gouvernementales et administratives confondues, sachant que les travailleurs licenciés à l'approche de la retraite ne sont pas comptabilisés, que les chômeurs mis en formation sont sortis des listes, que les radiations

vont plus vite que les recherches d'emploi, qu'un autoentrepreneur peut crever de faim sans outrager les statistiques, il reste tout de même officiellement dans ce pays 5,67 millions de travailleurs sans emploi ou avec un emploi qui ne permet pas de vivre.

Les déclarations indécentes et mensongères des milieux gouvernementaux peuvent être confrontées à celles des associations comme les Restos du cœur, le Secours populaire, le Secours catholique, etc. Toutes disent que les besoins augmentent, que les jeunes, y compris les enfants,



représentent une partie croissante des personnes secourues, que la crise économique et sociale consécutive à la pandémie a jeté dans la misère, voire à la rue, de nouveaux contingents. Les associations se disent à bout de forces et de ressources, alors même que l'hiver multiplie les besoins.

Voilà le résultat de la pression constante exercée par le grand patronat sur

le nombre d'emplois et le niveau des salaires, directement ou en faisant pression sur les sous-traitants. Le patronat a réussi à faire tomber une partie des salaires en dessous du minimum acceptable et compte sur la charité publique pour compléter.

Il n'est pas surprenant à ce compte-là que la Bourse batte des records!

Paul Galois

Gauche : et maintenant l'opération Taubira

Christiane Taubira ne devrait officialiser sa candidature à l'élection présidentielle que début janvier, mais elle est déjà en campagne.



Sur le marché de Noël à Saint-Denis, à l'hôpital de Vierzon, à Cergy dans un centre d'hébergement d'urgence et dernièrement dans une tribune publiée par *Le Monde*, elle a affirmé constater « une attente colossale à gauche ». Pendant ce temps, ses soutiens, au premier rang desquels Guillaume

Lacroix, le président du Parti radical de gauche, testent discrètement les responsables politiques. Certains n'y sont manifestement pas insensibles. Sandrine Rousseau, recalée comme candidate écologiste au profit de Yannick Jadot, déclare ainsi se réjouir d'une candidature Taubira, tout en

affirmant toujours soutenir le candidat écologiste qui n'a pourtant pas de mots assez durs sur la même Taubira.

Celle-ci affirme représenter « les dernières chances de l'union de la gauche ». Le pari serait de devenir celle qui, à l'issue d'une primaire l'opposant principalement à Anne Hidalgo, suivie de quelques sondages favorables, réussirait à marginaliser les autres candidats de gauche, voire les obligerait à se ranger derrière elle. Dans cette opération politique, elle pense pouvoir miser sur une certaine image et une popularité notamment acquise grâce à son franc-parler face aux immondes attaques racistes subies lorsqu'elle défendait la loi faisant de l'esclavage et de la traite négrière un crime contre l'humanité ou celle autorisant le mariage pour tous. Mais cette image, et même selon certains, cette « aura » ne peuvent faire oublier qu'elle fut ministre de la Justice de François Hollande de 2012 à 2016, côtoyant Macron au gouvernement et cautionnant les pires attaques contre le Code du travail. Et quand Taubira dénonce la situation dans les hôpitaux, bien des soignants présents doivent se souvenir que la politique actuelle de destruction de l'hôpital n'est que le prolongement de celle menée par les gouvernements de Hollande dont

elle faisait partie.

Aujourd'hui, face à l'arrogance d'un Macron et d'une Péresse, à la montée de l'extrême droite et à la désunion de la gauche, une partie de ses électeurs traditionnels se sentent orphelins d'un candidat. L'opération Taubira vise à capter cet électorat pour s'imposer face aux autres prétendants. Le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas gagné.

Une femme considérée comme providentielle

Daniel Mescla

Zemmour : visite à la Coloniale

Le 23 décembre, Éric Zemmour est allé en Côte d'Ivoire. Le seul but était visiblement de se faire photographe aux côtés des militaires français et de draguer l'armée, en particulier ses cadres.

Il a d'ailleurs nommé comme directeur de campagne un ancien général, Bertrand de La Chesnais, pardon, de son vrai nom Bertrand Marie Joseph Houitte de La Chesnais.

Cet ex-galonné, maintenant reconverti en conseil en stratégie, réalise paraît-il des missions auprès des entreprises, « tout en restant en lien étroit avec l'institution militaire » selon Wikipédia. Au printemps dernier il avait soutenu les militaires qui, dans une tribune, avertissaient que l'armée pourrait intervenir politiquement en cas de besoin « pour sauver la France ». Alors,

tant qu'il y est, pourquoi ne pas appuyer Zemmour, puisque lui aussi veut « sauver la France » ?

Ce que cela veut dire, pour tous ces gens-là, c'est avant tout mettre fin à toute contestation et imposer au monde du travail de faire ce qu'on lui demande sans revendiquer, en somme de marcher au pas et à la baguette. Pour cela il ne faudrait pas moins que l'armée d'Afrique, ce qu'il faut de généraux et éventuellement un Zemmour ou un autre à titre d'emballage. Le signal politique est on ne peut plus clair.

D. M.

Macron et Omicron : la santé des profits d'abord

Lundi 27 décembre, le Premier ministre, Castex, a dévoilé les mesures censées permettre de lutter contre le regain de l'épidémie de Covid-19 lié au variant Omicron.

Il ne sera plus possible de boire son café debout dans un bar, de manger du popcorn dans un cinéma, ou un sandwich dans le train, ni d'assister à un concert debout.

Une nouvelle fois, le gouvernement démontre que sa seule véritable boussole est la défense de l'économie, en fait, de la possibilité pour le patronat de continuer à faire du profit. Et pour le reste il se contente de mesures aussi ridicules qu'inefficaces.

Castex a promu le télétravail trois jours minimum par semaine pour ceux qui le peuvent. Mais, pour ceux qui produisent des richesses dans les usines, qui

les transportent ou qui permettent qu'elles soient vendues dans les magasins, il reste obligatoire de s'entasser dans les transports pour aller travailler, et de le faire toute la journée, au coude-à-coude, avec son masque !

Alors que le monde médical s'accorde sur la grande contagiosité de ce variant, le gouvernement envisage de diminuer le temps d'isolement des malades et des cas contacts. Cela paraît absurde, mais c'est efficace... contre les effets néfastes pour la production des arrêts maladie liés à l'épidémie et aux cas contacts en hausse.

De même, alors que le rôle des enfants dans la

contagion est affirmé, la rentrée scolaire s'effectuera sans aucune amélioration sanitaire. Si le gouvernement ne ferme pas les écoles, cela n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation de l'avenir des jeunes, mais avec la nécessité de ne pas bloquer les parents à la maison, les empêchant d'aller travailler.

Et si Macron et Castex ont reculé devant la possibilité d'imposer le passe vaccinal dans les entreprises, c'est seulement face à l'hostilité des patrons qui ne voudraient pas voir diminuer leur main-d'œuvre. Comme à chaque étape de cette épidémie, les gouvernants veulent faire croire que le seul choix existant est celui entre le confinement et l'arrêt des activités, ou bien les mesures qu'ils imposent. Car, pour eux,



BFMTV

embaucher dans la santé, dans les transports, dans l'éducation, pour appliquer les moyens connus de limiter la propagation du virus tout en prenant en compte les intérêts de la population,

cela n'est pas concevable. Les gestes barrières de ces gouvernants sont ceux qui leur interdisent de toucher aux intérêts et aux milliards des capitalistes!

Marion Ajar

Castex : la tirade des boucs émissaires

Le Premier ministre Castex a déclaré dans son allocution consécutive au Conseil de défense du 27 décembre : «*Le refus de quelques millions de Français de se faire vacciner met en danger la vie de tout un pays.*»

Il y aurait eu pourtant

bien d'autres choses à dire avant de désigner des boucs émissaires commodes. Sur le plan administratif : «*Le refus de tous les gouvernements d'investir dans la santé publique a mis en danger tout le système de soins.*» Ou économique : «*Le refus des actionnaires du*

Big Pharma de publier les brevets a mis en danger la possibilité d'une vaccination mondiale.»

Sur la question politique : «*Les mensonges répétés, et sur tous les sujets, des dirigeants politiques ont mis en danger leur crédibilité lorsqu'ils parlent de*

vaccination.» Sur l'aspect social : «*Le droit absolu de la propriété privée a mis en danger les travailleurs en laissant le patronat seul juge des mesures sanitaires à l'entreprise.*»

Et enfin en philosophie : «*Le refus de considérer la vie sociale autrement que*

sous l'angle du profit privé met en danger la possibilité même de combattre l'épidémie.»

Et tant d'autres choses, en somme, qu'on ne peut évidemment pas attendre d'un homme politique responsable.

P. G.

Urgences : ce qui est rare devient cher

À partir du 1^{er} janvier, une nouvelle tarification sera appliquée pour une consultation aux Urgences d'un hôpital sans hospitalisation à la suite, et ce dès la sortie du service.

Le forfait patient urgences, le FPU, sera remboursé à 80 % par l'Assurance maladie, le reste étant à la charge du malade ou de sa complémentaire santé, s'il en a une. On ne peut pas dire que le passage aux Urgences devient payant, il l'était déjà. Mais, à la différence de l'ancien système, celui qu'a instauré la loi sur le financement de la Sécurité sociale 2022 impose le paiement immédiat de la somme de 19,61 euros, au lieu d'une facture reçue deux mois plus tard. Il risque de dissuader des malades sans ressources, sans mutuelle ou sans papiers. Seuls les femmes enceintes de plus de cinq mois ou les patients atteints de

certaines affections longue durée bénéficieront d'un tarif réduit de 8,49 euros.

S'accompagnant pudiquement d'une phrase sur la simplification de la démarche pour l'utilisateur, l'objectif affiché par le gouvernement est de permettre aux hôpitaux de recouvrer 100 % des factures, alors qu'ils n'en percevraient que 30 % actuellement. Il n'empêche que, comme le résume un travailleur hospitalier au *Huffington Post* : «*Très concrètement, le 31 décembre, si tu arrives aux Urgences, tu es pris en charge et tu repars sans payer. Dès le 1^{er} janvier, après t'avoir pris en charge, on te demande 19 euros.*»

Au-delà de ce qui peut

vite devenir un problème vital pour certains malades, cette mesure révèle le mépris des autorités gouvernementales pour la crise des services d'urgence. Devant une commission d'enquête du Sénat, des urgentistes la dénonçaient encore mi-décembre en constatant : «*La catastrophe est permanente, le flux ne s'arrête jamais.*» Une cheffe du service des Urgences du Centre hospitalier de Laval y a déploré un effectif qui devrait être multiplié par trois ou quatre, et ce «*dans un établissement sous-dimensionné pour la demande locale.*» Elle raconte une situation indigne récente, où une dame de 95 ans est restée 36 heures dans le couloir des Urgences avant d'être prise en charge.

Faute d'accès à un médecin traitant et surtout en cette période d'épidémie,

«*les urgences sont la seule lumière allumée*», comme le dit un témoin à la commission sénatoriale. Et ces services, loin de pouvoir satisfaire toute la demande, sont bloqués en aval par le manque de lits d'hospitalisation, et en amont par la politique criminelle qui

en oblige beaucoup trop à fermer purement et simplement la nuit ou le week-end, faute de personnel, comme à Laval, Senlis, Clamecy, Draguignan et ailleurs.

Les Urgences craquent, l'hôpital n'en est pas loin.

Viviane Lafont

L'hôpital et la charité

Faites un don : c'est l'appel que lance l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP - HP), et en particulier l'hôpital Robert-Debré, situé dans le 19^e arrondissement de la capitale.

Dans un dépliant adressé au public d'éventuels donateurs, il explique les buts de son service de réanimation et pédiatrie néonatales et

la nécessité de soutenir financièrement un service «*crucial pour l'avenir du bébé.*»

L'utilité de l'hôpital n'est certes pas à démontrer, mais on voit que, contrairement à l'adage, il ne peut plus «*se moquer de la charité.*» Réduit à compter sur la générosité du public, il avoue tout simplement qu'il ne peut compter sur celle de l'État.

Guadeloupe : vers la mobilisation générale ?

Jeudi 23 décembre, le collectif des organisations en lutte en Guadeloupe a entrepris une action de protestation qui a porté, avec l'occupation pendant 24 heures des locaux du conseil régional.

Ce collectif réunit l'ensemble des syndicats de l'île, dont l'UGTG et la CGTG, ainsi que des organisations politiques comme le LKP, Combat ouvrier, le groupe Nonm (l'homme) ou Travailleurs et paysans. Il réclame la levée des sanctions contre les travailleurs non vaccinés, qui seront suspendus puis licenciés à partir du 31 décembre. Il demande depuis plusieurs semaines que l'État négocie avec lui, mais ce dernier s'y refuse.

Dès 8 heures du matin, les manifestants se sont regroupés sur le piquet de grève du centre hospitalier de Basse-Terre. Puis, ils sont partis en défilé, à 400 personnes, vers le conseil régional. Ils ont demandé d'abord à être reçus, mais ont trouvé porte close. C'est alors qu'un portail a été forcé et une porte vitrée brisée, par laquelle plusieurs centaines de manifestants ont pénétré dans l'enceinte de l'exécutif départemental.



Guadeloupe, le 23 décembre : occupation du conseil régional.

Les élus étaient en séance plénière mais, à l'approche de la manifestation, la plupart avaient déjà quitté les lieux, sauf deux ou trois, dont le président Ary Chalus. Ce dernier reçut une délégation qui lui demanda d'intervenir afin que l'État participe à des négociations. Chalus ayant appelé le préfet, celui-ci refusa toute négociation avec le collectif, qui décida d'occuper les lieux, y compris

d'y passer la nuit. Une sorte d'assemblée populaire fut donc tenue avec débats et discussions.

Le préfet ayant proposé à Chalus d'envoyer les forces de police, ce dernier refusa, et le lendemain 24 décembre seulement, en fin de matinée, le collectif décida de quitter les lieux avant d'appeler à deux meetings, mardi 28 et mercredi 29, à Pointe-à-Pitre et à Basse-Terre. Une nouvelle

manifestation d'ampleur allait être organisée jeudi 30 décembre.

Face au mépris de l'État et à l'impuissance des élus locaux, le collectif entend renforcer les mobilisations. Il appelle à développer la révolte sociale jusqu'à une offensive qui contraindra l'État à retirer les suspensions de travailleurs et à satisfaire les autres revendications.

Pierre Jean-Christophe

Livret A : le vol de l'épargne populaire

Alors que, selon l'Insee, l'inflation mesurée en novembre a atteint 2,8% sur un an, le taux de rémunération du livret A reste à 0,5%.

La maigre épargne des familles populaires, quand elle existe, est souvent déposée sur ce livret.

Elle perd donc actuellement 2,3% en valeur réelle sur un an, l'équivalent de 23 euros par an perdus pour 1000 euros.

Depuis 2018, le gouvernement Macron a fait modifier le mode de calcul du taux du livret A, d'une façon largement déconnectée de l'indice officiel de la hausse des prix.

Il est au mieux la moyenne calculée entre cet

indice et un taux d'intérêt calculé par la Banque centrale européenne, le taux Eonia, utilisé pour les prêts entre banques. Or, parallèlement au déversement massif de liquidités par la BCE aux banques commerciales, ce taux est depuis 2015 devenu négatif ! Il est actuellement à -0,5%.

Ce subterfuge bloque

l'augmentation du taux. Le gouvernement prévoit tout au plus une revalorisation en février prochain, qui pourrait péniblement atteindre 0,75%. Il s'agit officiellement de favoriser la consommation, donc la reprise économique, et non l'épargne !

De toute façon, indépendamment de ce mode de

calcul, le gouvernement a la possibilité de déterminer le taux du livret A. En 2016, Hollande d'ailleurs s'en était servi, non pour augmenter, mais pour bloquer son taux de rémunération !

Il est vrai que le monde appartient désormais non à ceux qui se lèvent tôt, mais à ceux qui fixent les taux.

Christian Bernac

Rachats d'actions : s'enrichir en dormant

Les rachats de leurs actions par les grandes sociétés battent cette année un record. C'est la conséquence des sommes fabuleuses accumulées par ces entreprises pendant la crise sanitaire, alors que la plus grande partie de la population mondiale s'appauvriissait.

Racheter ses propres actions est pour une société l'une des principales manières de verser de l'argent à ses actionnaires. En les rachetant et en les détruisant, la société en diminue le nombre et fait ainsi monter le bénéfice par action. Les plus gros actionnaires voient donc leur fortune augmenter, et le cours en Bourse monte simultanément. Ce procédé vient en complément des dividendes versés directement aux actionnaires chaque année, optimisant la somme qui leur est versée en fonction des règlements fiscaux.

Cette année, dividendes et rachats d'actions sont au plus haut dans le monde entier.

Aux États-Unis, le rythme de ces rachats d'actions s'est emballé et un total de 850 milliards de dollars est déjà évoqué. Chez Apple, la somme consacrée à ces opérations se montait fin septembre à 86 milliards de dollars, la somme la plus importante jamais enregistrée pour le groupe. Pour Google, la somme est de 50 milliards et, pour Berkshire Hathaway, le conglomérat de Warren Buffet qui a des participations dans

des dizaines d'entreprise de tous secteurs, elle est de 24 milliards. Les trusts de la planète entière sont de la partie, comme Toyota au Japon ou la banque Barclays au Royaume-Uni.

En France, les rachats d'actions se montent à 9 milliards d'euros pour l'Oréal, 900 millions d'euros à la BNP-Paribas, et à 1,7 milliard chez AXA. Les

banquiers eux-mêmes le déclarent, ils ont trop de capital, ils sont en très bonne santé. Mais, tandis que les actionnaires sont choyés, les salariés, eux, doivent se serrer la ceinture. Il n'est pas question de leur consacrer la moindre partie de ce fabuleux gâteau. À la BNP, la direction a refusé, d'augmenter les salaires, de plus de 0,6% ; à la Société

générale, la fusion de son réseau avec celui du Crédit du Nord se traduira par 3700 suppressions de postes entre 2023 et 2025.

Grâce à ces manipulations financières et à la spéculation, les capitalistes font gonfler le montant de leurs profits bien évidemment issus de l'exploitation des travailleurs.

Daniel Mescla

Fillon : une réinsertion exemplaire

Fillon, ex-Premier ministre, candidat malheureux à la présidentielle de 2017 et actuel condamné à cinq ans de prison, dont deux ferme, pour une affaire d'emploi fictif (pas le sien, celui de sa femme !), a décroché

un poste au conseil d'administration d'un géant du pétrole russe.

Ce ne sera pas le premier ex-ministre à siéger dans un ou plusieurs conseils d'administration, où la réalité du travail doit être aussi

fictive que l'emploi de son épouse.

Un casier judiciaire de truand, et le carnet d'adresses qui va avec, peuvent même être une recommandation pour servir les puissants.

C. D.

Migrants : ouverture des frontières !

En Méditerranée, des dizaines de migrants sont morts noyés ces deux dernières semaines. 163 migrants seraient ainsi décédés dans deux naufrages au large de la Libye. Des centaines d'autres ont dû être secourus.

Lundi 27 décembre, un bateau de l'ONG Sea Watch avait ainsi à bord 444 migrants secourus et cherchait sans succès un port de débarquement. En mer Égée, les gardes-côtes grecs ont repêché 30 corps au cours de la semaine de Noël. Les victimes proviennent de Turquie, où vivent 4 millions de réfugiés syriens, que le durcissement de la politique migratoire grecque oblige à emprunter des routes plus périlleuses pour gagner l'Europe. Le haut-commissariat aux réfugiés (HCR) estime que, entre janvier et novembre 2021, 2 561 personnes sont mortes ou ont

disparu en mer en tentant de rejoindre l'Europe.

Dans la Manche, les traversées sur des embarcations de fortune se poursuivent, depuis qu'il est devenu difficile voire impossible d'embarquer dans des camions, comme le faisaient les migrants voulant gagner l'Angleterre. Le 24 novembre, 27 d'entre eux sont morts lors d'un naufrage pendant lequel les autorités françaises et britanniques ont refusé les secours. À Calais, les migrants sont harcelés sans relâche, leurs tentes et leurs effets personnels sont détruits par la police.

À la frontière entre la



Des migrants secourus par Sea Watch.

Biélorussie et la Pologne, des milliers de migrants, espérant pouvoir entrer dans l'Union européenne (UE), continuent de camper dans des conditions extrêmement précaires, dans la « jungle » située dans la forêt frontalière, dans un froid glacial, sans abris ni accès à l'eau potable, parfois de surcroît battus par la police. L'UE, qui fustige le régime biélorusse, occulte ses propres responsabilités et donne son

aval au gouvernement polonais pour qu'il repousse les migrants.

De même, les gouvernements européens n'ont pas de mots assez durs contre les passeurs. Mais ces passeurs n'existent que parce que les frontières sont devenues difficiles voire impossibles à franchir. Les désigner permet aux gouvernements de se dédouaner de leur politique criminelle. Si les migrants pouvaient prendre un vol

régulier à 200 euros pour se rendre en sécurité à Paris ou à Londres, ils éviteraient d'en déboursier 2 000 ou 5 000 pour risquer leur vie sur une embarcation de fortune.

Alors, les seuls responsables de la situation dramatique dans laquelle sont plongés les migrants et de la mort de milliers d'entre eux sont les gouvernements européens, ceux des pays les plus riches au premier chef.

Michel Bondelet

Afrique du Sud : Desmond Tutu, l'apôtre d'une transition préservant la bourgeoisie

La mort de l'archevêque anglican d'Afrique du Sud Desmond Tutu s'est accompagnée d'une avalanche d'éloges venant de tous les grands de la planète. Ils ont en effet des raisons de lui être reconnaissants.

Le régime d'apartheid, instauré officiellement en 1950, codifiait un système ancien de ségrégation et de discrimination contre les populations noires, métisses ou d'origine indienne. Le système raciste était le pendant institutionnel d'une exploitation féroce et il finit par rencontrer à partir des années 1970 une contestation de masse, portée par la classe ouvrière sud-africaine, nombreuse et puissante, à laquelle le pouvoir raciste répondit par une répression féroce. Au milieu des années 1980, dans une atmosphère de guerre civile, la classe ouvrière sud-africaine montrait son potentiel révolutionnaire dans le combat contre l'apartheid, mais aussi plus généralement contre l'exploitation capitaliste.

L'énergie déployée par les travailleurs noirs sud-africains, leur ténacité et leur résistance pouvaient être contagieuses au-delà des frontières de l'Afrique du Sud. Mais, alors que la classe ouvrière tenait le premier

rôle dans cette lutte, celle qui se plaçait à sa tête était une petite bourgeoisie noire, qui subissait elle aussi le racisme du régime d'apartheid, désireuse de l'abolir sans s'en prendre au système d'exploitation. Outre l'ANC dirigé par Nelson Mandela, un personnage comme Desmond Tutu, déjà évêque à l'époque, put ainsi jouer un rôle politique de premier plan.

Figure du Front démocratique unifié fondé en 1983, une vaste coalition légale de syndicats, d'associations, de congrégations religieuses, dans laquelle l'ANC interdit jouait le rôle dirigeant principal, Tutu allait s'en faire un des porte-parole, dénonçant le régime, interpellant les dirigeants occidentaux que l'apartheid n'avait jamais gênés tant qu'il ne leur faisait pas craindre une explosion sociale.

Desmond Tutu implorait les autorités blanches pour qu'elles ouvrent des négociations afin de mettre fin au système d'apartheid. Les sermons pacifiques, les

appels à la non-violence, alors que les prisons étaient pleines et que la police tirait à vue, étaient aussi destinés à conjurer le risque que les masses pauvres s'organisent, se défendent les armes à la main et prennent conscience de leur force. Au cours des années 1970, le chef du gouvernement, John Vorster, particulièrement féroce, eut recours à Desmond Tutu en tant que conciliateur, opposé à toute violence. Le prix Nobel de la paix qui lui fut décerné en 1984 lui valut une reconnaissance internationale et d'être reçu à la Maison-Blanche par Ronald Reagan. En 1986, l'Église anglicane le nomma archevêque. En fait, les grandes puissances, en particulier les États-Unis, inquiètes de la situation en Afrique du Sud et de la menace représentée par la mobilisation des masses pauvres, voulaient se préparer à la fin du régime d'apartheid et comprenaient que des hommes comme Mandela et Tutu pouvaient leur être utiles.

À partir de 1986, d'abord secrètement puis officiellement, des négociations s'ouvrirent entre le régime sud-africain et l'ANC pour



Manifestation pour l'égalité des salaires au temps de l'apartheid.

la suppression progressive de l'apartheid. Le couronnement en fut, en 1994, l'élection de Mandela à la présidence de la République sud-africaine. Officiellement, tout changea donc ; désormais, un Noir et un Blanc étaient égaux devant la loi. Mais, en fait, la révolte contre l'apartheid a servi à une fraction de la petite bourgeoisie noire pour se hisser aux postes de responsabilité, à côté bien souvent des anciens tortionnaires. La domination de la bourgeoisie était préservée et la menace révolutionnaire conjurée.

Tutu présida ensuite la commission vérité et réconciliation (1996-2003), chargée d'enquêter sur les crimes et exactions politiques du régime sud-africain. En

échange des aveux des tortionnaires, la commission leur offrait l'amnistie.

Il ne faut cependant pas exagérer son rôle. L'ANC de Mandela et le Parti communiste sud-africain jouèrent un rôle bien plus déterminant dans ce processus politique. Mais Desmond Tutu, prêcheur de la non-violence contre les riches et de la réconciliation avec les bourreaux, fut un des rouages politiques permettant de désamorcer la bombe sociale qu'était devenue l'Afrique du Sud.

Au regard des défenseurs de la société bourgeoise, c'est son principal mérite, et c'est ce qui lui vaut aujourd'hui tant d'hommages de leur part.

Boris Savin

Bosnie : des calculs nationalistes à la guerre ?

Les menaces de guerre s'accroissent en Bosnie, vingt-six ans après les tueries qui firent 200 000 morts et deux millions de réfugiés dans ce qui était auparavant la Yougoslavie. Le dirigeant de l'entité serbe de Bosnie, Milorad Dodik, multiplie en effet les gestes montrant son intention de quitter celle-ci, au besoin par la force.

La Bosnie, sous sa forme actuelle, est le résultat des accords de Dayton conclus en novembre 1995 sous l'égide des États-Unis. Ce plan se voulait un plan de paix divisait le pays en entérinant la pratique de l'épuration ethnique, officiellement condamnée à l'époque par les grandes puissances mais en fait encouragée discrètement tout au long du conflit. Les dirigeants nationalistes serbes et croates, qui avaient déclenché la guerre pour asseoir leur pouvoir sur leurs fiefs respectifs, voyaient leurs États reconnus officiellement. La Bosnie était formellement maintenue en tant qu'État mais partagée

en deux entités hostiles, la République serbe de Bosnie, dite Republika Srpska, et la Fédération croato-musulmane. Cette dernière elle-même n'était qu'une fiction, regroupant les peuples bosniaques et croates qui se combattaient la veille. Trois présidents, serbe, croate et bosniaque, étaient censés diriger le pays, doté d'une armée unitaire, sous la direction d'un haut représentant international aux pouvoirs étendus choisi par les pays de la communauté européenne et rendant compte à l'ONU. Mais derrière ce rafistolage compliqué, les deux entités qu'étaient la République serbe et la Fédération croato-musulmane

étaient plus liées aux États voisins de Serbie et de Croatie qu'au pouvoir central de Sarajevo, la capitale de la Bosnie.

Reproduisant l'engrenage qui avait mené à l'éclatement de la Yougoslavie et à la guerre qui s'en était suivie de 1992 à 1995, Milorad Dodik, l'élu serbe à la présidence de la Bosnie, menace aujourd'hui de mener la Republika Srpska vers une sécession de fait. La crise couvait depuis de longues années mais ce qui l'a ravivée a été la décision prise en juillet dernier par le haut-représentant international d'interdire toute glorification des criminels de guerre et tout déni du génocide de Srebrenica, l'épouvantable massacre perpétré par l'armée serbe. Dodik a exigé le retrait de cette décision, ainsi que de tous les décrets qui depuis 1995 ont quelque peu renforcé l'État fédéral. Il menace de faire



Entraînement de soldats serbes de Bosnie, le 22 octobre.

sortir les soldats serbes de l'armée fédérale et de créer un État serbe. L'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté vendredi 10 décembre des rapports préluant à la création d'institutions parallèles dans le domaine de la sécurité, de la défense et de la santé. Même si la Republika Srpska mène déjà dans bien des domaines une vie autonome, c'est un pas de plus vers la sécession, Dodik flattant le nationalisme serbe en vue des élections prévues en 2022.

La bombe à retardement qu'a laissée la politique impérialiste de démembrement de la Yougoslavie menace aujourd'hui d'éclater

en Bosnie. Le risque est d'autant plus élevé que derrière ce conflit d'autres pays se sont positionnés. La Serbie soutient bien sûr Dodik, mais c'est également le cas de la Russie. La Croatie, elle, milite pour l'éclatement de la Fédération croato-musulmane et la création d'une entité purement croate, et donc appuie Dodik dans son rejet des institutions fédérales. Même si les peuples de la région veulent vivre en paix, les ambitions meurtrières de roitelets nationalistes et les calculs des grandes puissances peuvent encore une fois les mener à la guerre.

Daniel Mescla

Pandémie : le profit tue

« Si nous mettons un terme à l'inégalité vaccinale, nous pouvons mettre fin à la pandémie », a rappelé une nouvelle fois le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le 14 décembre.

Alors que le variant Omicron, parti d'Afrique du Sud, déferle sur le monde entier, les chiffres parlent d'eux-mêmes. 68,2% de la population de l'Union européenne est complètement vaccinée, mais 8% de celle de l'Afrique a reçu une première dose. Les pays les plus démunis sont le Nigeria, pays le plus

peuplé d'Afrique où 2% seulement de la population a reçu deux doses, et avec une proportion encore moindre le Mali, le Burkina Faso et la République démocratique du Congo (RDC). Sur le continent américain, l'inégalité est tout aussi criante : près de 62% de vaccinés aux États-Unis, mais 0,6% à Haïti. Dans les pays en

guerre, comme le Yémen ou la Syrie, la couverture vaccinale est de moins de 3%.

Huit mois après le lancement du programme Covax, censé permettre l'accès des pays pauvres aux vaccins, le fiasco est total. Macron ment sciemment quand, dans son allocution, il prétend que « dès le début de la pandémie, la France a été au rendez-vous de la solidarité internationale ».

Face à un virus qui ne connaît pas les frontières, la seule solution est de vacciner la population mondiale. Tous les scientifiques le disent, et les dirigeants des pays riches le savent. Les laboratoires pharmaceutiques détiennent les brevets de plusieurs vaccins, et disposent des moyens de produire et de distribuer des milliards de doses à l'échelle de la planète. Mais les dirigeants des États des pays riches sont là pour les aider à faire des profits, pas pour combattre une pandémie qui a déjà fait officiellement 5 millions de morts, et en réalité sans doute trois fois plus, selon de nombreux chercheurs.

Julie Lemée



Première livraison de vaccin au Ghana en mai dernier.

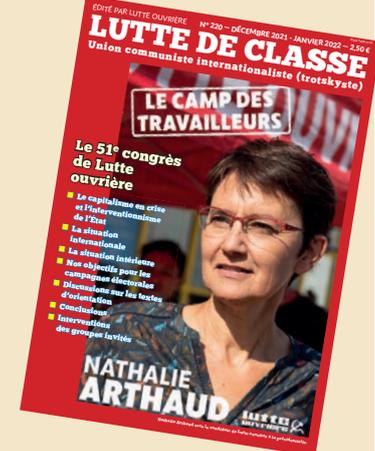
FRANCIS KOKOROKO REUTERS

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 220 (décembre 2021 - janvier 2022) :

- Le 51^e Congrès de Lutte ouvrière
- Le capitalisme en crise et l'interventionnisme de l'État
- La situation internationale
- Une situation intérieure marquée par la campagne électorale
- Nos objectifs pour les deux campagnes électorales de 2022
- Discussions sur les textes d'orientation (extraits)
- Interventions de groupes invités (extraits)

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Irlande : janvier 1922, l'indépendance arrachée

Il y a cent ans, le 6 décembre 1921, le gouvernement britannique accordait son indépendance à l'Irlande, qui allait prendre effet le 7 janvier 1922. Après des siècles d'occupation, de pillage des richesses du pays, de révoltes suivies de massacres, la plus ancienne des colonies du Royaume-Uni fut aussi la première à s'en être libérée, du moins partiellement, six comtés du nord-est restant en son sein.

Dès le 12^e siècle, les Anglais prirent pied en Irlande, mais ce n'est qu'à partir du 16^e siècle, sous le règne de Henry VIII et la Réforme protestante, qu'ils commencèrent à coloniser l'île. Comme toute colonisation, celle de l'Irlande s'accompagna de spoliations, de déportations et de massacres. Les paysans furent chassés de leurs terres au profit de nobles anglais qui, absentéistes pour la plupart, ne cherchaient pas à les valoriser et se contentaient de louer, cher, des lopins trop petits pour nourrir une famille.

Expulsés de leurs terres, privés de tous droits et poussés vers la misère, les Irlandais ne pouvaient manquer de se révolter, et furent à chaque fois sauvagement réprimés. Après leur défaite devant les armées de Cromwell en 1641, l'Irlande perdit plus de la moitié de sa population, en même temps que l'installation de colons anglais était favorisée. Les Irlandais ne pouvaient vendre leur production qu'à des marchands anglais, dont les profits, rapatriés en Angleterre, servaient à développer son industrialisation. Et lors de la Grande Famine de 1845-1851, alors qu'au moins un million d'Irlandais moururent de faim à cause de la maladie de la pomme de terre et qu'autant émigrèrent vers les États-Unis

ou l'Angleterre, cette dernière continua à importer le blé d'Irlande.

La question nationale

Au 19^e siècle, parallèlement à la montée des nationalismes en Europe contre les Empires centraux, la question de l'indépendance de l'Irlande vint à l'ordre du jour, en même temps que celle de l'instauration d'une république. Les plus modérés au sein de la bourgeoisie irlandaise réclamaient le Home Rule, soit une certaine autonomie pouvant leur offrir une petite place dans les rouages du pouvoir pour gérer les affaires internes de l'Irlande. Mais, pour l'ensemble de la population, il était évident que l'indépendance ne s'obtiendrait qu'en opposant la violence des masses à celle des oppresseurs. Des partis et milices furent créés, dont les Fenians de l'Irish Republican Brotherhood partisans de méthodes blanquistes, qui avaient le soutien des campagnes.

Du côté de la classe ouvrière, les grèves qui eurent lieu dans les entreprises, dirigées par Jim Larkin et le marxiste James Connolly, étaient elles aussi liées à la question nationale : les patrons, les policiers et les juges que les travailleurs affrontaient étant tous anglais. Mais le programme de Connolly ne s'arrêtait pas à



Incendie du centre de Cork le 12 décembre 1920 par les troupes britanniques.

la seule indépendance et se plaçait sur une base résolument socialiste et internationaliste. Lors de ces luttes fut fondée en 1913 une milice d'autodéfense ouvrière qu'il dirigea, la Citizen Army, saluée par Lénine comme la première armée communiste d'Europe. Mais à part, au sud, les villes de Dublin, Cork et Limerick, la plus grande partie de l'Irlande était restée agricole. Seule la partie nord-est du pays, peuplée dès le 16^e siècle de colons presbytériens, avait connu un développement industriel, à Belfast notamment au travers de chantiers navals et d'industries textiles. La majorité de la classe ouvrière irlandaise ne se trouvait pas sur le territoire, mais à Londres ou à New-York!

Alors que la Grande-Bretagne était engagée dans le premier conflit mondial, les opposants à la colonisation déclenchèrent une insurrection à Dublin, le lundi de Pâques 24 avril. Elle fut écrasée et la répression fut féroce. Quinze dirigeants, dont James Connolly, furent

exécutés, le mouvement ouvrier naissant fut décapité et plusieurs milliers de participants furent emprisonnés ou déportés dans des camps en Grande-Bretagne.

« Le vent se lève »

La population irlandaise, qui dans son ensemble, n'avait pas participé à l'insurrection de 1916, commença à se mobiliser contre l'occupant dans les années qui suivirent, les femmes entrant dans la lutte et reprenant le flambeau des hommes emprisonnés. Au début de 1918, le gouvernement anglais étendit la conscription obligatoire à l'Irlande, ce qu'il n'avait pas osé faire jusque-là, craignant d'armer des hommes qui pouvaient se retourner contre lui. La riposte ne tarda pas : manifestations immenses, grèves de la faim et affrontements avec la police britannique, le RIC (Royal Irish Constabulary), se succédèrent.

En 1919, l'IRA (Irish Republican Army), dirigée par Michael Collins, comptait 100 000 volontaires, dont 20 000 femmes. Commença alors une véritable guérilla contre la police britannique, à tel point que, fin 1920, 700 casernes du RIC avaient dû être évacuées. Les insurgés ayant le soutien de la population, il était difficile de distinguer les combattants des habitants. Winston Churchill, ministre de la Guerre, créa alors un corps spécial, les Black and Tans, recrutés parmi les anciens combattants de la Première Guerre mondiale, à qui tous les coups étaient permis : assassinats, y compris d'enfants, viols, tortures, incendies de maisons. Des rues entières furent ainsi

incendiées pour les vider de leurs habitants, le centre de Cork subissant le même sort.

La violence aveugle ne suffit cependant pas pour faire plier les insurgés et le gouvernement britannique dut finir par accorder l'indépendance à la plus grande partie de l'Irlande, les six comtés industrialisés du nord-est restant, eux, au sein du Royaume-Uni.

Après huit siècles de colonisation, un État irlandais indépendant venait d'être créé. Mais, dirigé par la bourgeoisie et sous le poids d'un clergé ultraréactionnaire, cet État n'avait rien à voir avec l'idéal démocratique et égalitaire pour lequel s'étaient battus Connolly et les rebelles de Pâques 1916.

Tout en engageant la lutte, James Connolly avait d'ailleurs formulé cette crainte : « Si, dès demain, vous chassez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts s'avéreront vains si vous n'édifiez pas la république socialiste. L'Angleterre continuera de vous dominer. Elle vous dominera par l'intermédiaire de ses capitalistes, de ses propriétaires, de ses financiers, de toutes les institutions commerciales et individuelles qu'elle a implantées dans ce pays. [...] Envisager le nationalisme sans le socialisme [...] reviendrait à reconnaître publiquement que nos oppresseurs sont parvenus à nous inoculer leurs conceptions perverses de la justice et de la moralité, que nous aurions finalement décidé d'assumer ces conceptions comme les nôtres propres et n'aurions plus besoin d'une armée étrangère pour nous les imposer. »

Marianne Lamiral



Les femmes rejoignent le combat.

Patrons de l'automobile : l'État roule pour eux

« Au cours de cinq prochaines années, nous devons digérer 10% de productivité par an (...) dans une industrie habituée à délivrer des gains de 2 à 3% de productivité. »

C'est par ces mots que mercredi 8 décembre Carlos Tavares, le PDG de Stellantis (groupe PSA-Fiat-Chrysler), a annoncé sa nouvelle déclaration de guerre contre les travailleurs du trust.

Depuis des années déjà, les suppressions massives d'emplois permettent aux patrons d'augmenter la productivité, en accroissant l'exploitation aussi bien dans les usines de montage que dans celles des multiples sous-traitants. Ainsi, entre 2008 et 2019, selon l'Observatoire de la métallurgie, 76 000 emplois ont été supprimés dans toute la filière automobile française. De nombreuses fonderies ont été fermées et les travailleurs jetés à la rue. Et encore, ce chiffre ne prend pas en compte les intérimaires ou autres précaires licenciés en silence.

Pour justifier cette nouvelle amplification des attaques, Tavares utilise comme prétexte la transition énergétique. « Ce qui a été décidé, c'est d'imposer à l'industrie automobile une électrification qui ajoute 50% de coûts additionnels à un véhicule conventionnel », a-t-il déclaré, pour immédiatement réclamer à l'État de financer les investissements nécessaires : « Il est impossible que nous répercutions 50% de coûts additionnels au

consommateur final, parce que la majeure partie de la classe moyenne ne sera pas capable de payer. » En alternant mensonges, pleurs et menaces, les patrons de l'automobile obtiennent gain de cause, puisque les aides pleuvent.

Ce n'est pas que les trusts de l'automobile soient en difficulté, au contraire même. Mais, pour eux, la transition énergétique n'est qu'un nouveau champ de bataille pour accroître leurs profits. Avec la perspective de voitures électriques connectées, dont il faudra réactualiser les logiciels tous les trois mois, Tavares mise sur un marché de plus en plus restreint, mais de plus en plus profitable. À tel point que, dans une autre interview, il promet, aux actionnaires cette fois, 20 milliards d'euros de revenus supplémentaires

d'ici 2030.

Quant à la difficulté de se payer une voiture, électrique ou pas, elle résulte du choix des constructeurs, concentrés depuis longtemps sur les voitures haut de gamme. En dix ans, les prix des voitures neuves ont augmenté de 35 %, selon *l'Argus de l'automobile*, pour atteindre en moyenne 26 000 euros. En 2020, 2,3 % seulement des ménages ont pu acheter une voiture neuve, contre trois fois plus dans les années 1990. Mais la réduction du marché est loin de signifier la baisse des bénéfices. Au premier semestre 2021, PSA a réalisé six milliards de profits, soit trois fois plus qu'en 2020, sur la moitié de l'année seulement. Le tout en vendant moins de voitures !

Toute la logique capitaliste est concentrée là : exploiter davantage les travailleurs, chercher le marché le plus profitable... et compter sur les milliards de l'État.

Marion Ajar



LVMH : un cadeau de luxe pour Noël

Dans l'affaire d'espionnage du journal *Fakir* et de son fondateur, François Ruffin, aujourd'hui député LFI, le tribunal de Paris a abandonné le 17 décembre toute poursuite à l'encontre du groupe de luxe LVMH, en échange du versement d'une amende de dix millions d'euros.

Dans cette société, tout s'achète donc, y compris les décisions de justice. Pour le trust LVMH, cette amende est une goutte d'eau comparée à son chiffre d'affaires de près de 45 milliards d'euros. Elle est même inférieure à ce que son principal propriétaire et

troisième plus grande fortune de la planète, Bernard Arnault, a gagné certains jours en 10 minutes. Cerise sur le cadeau, alors que la loi prévoit que l'amende peut s'élever jusqu'à 30 % du chiffre d'affaires de l'entreprise, le tribunal a appliqué une sanction

financière inférieure à 0,02 % du chiffre d'affaires de LVMH.

Cette affaire est aussi révélatrice des relations étroites entre l'appareil d'État et les dirigeants des grands groupes capitalistes. En 2013, LVMH avait en effet demandé à Bernard Squarcini, un ancien directeur des services secrets, d'espionner le journal *Fakir*. En vue d'obtenir des informations, celui-ci avait utilisé des écoutes téléphoniques et mobilisé son réseau de connaissances



Michelin - Clermont-Ferrand : colère à l'usine des Gravanches

Dimanche 19 décembre, à l'appel de la CGT et de SUD, plusieurs arrêts de travail ont eu lieu à l'usine Michelin des Gravanches, une usine où sont produits des pneus tourisme très haut de gamme pour les bolides de propriétaires fortunés.

Des débrayages avaient déjà eu lieu le dimanche 5 décembre dans les deux équipes de fin de semaine. Le 19 décembre, selon les ateliers, ce sont 30 à 75 % des salariés qui sont sortis, et jusqu'à 100% dans un atelier. À la fin de chacune des deux équipes, la production était quasiment à l'arrêt.

C'est un mécontentement général qui s'est exprimé contre la dégradation des conditions de travail, les rappels incessants des chefs pour venir boucher les trous en semaine, le manque d'effectifs, les salaires et primes insuffisants.

Le lundi 20, les travailleurs en équipe 3x8 ont découvert avec satisfaction le succès de la mobilisation de la veille. Certains ont alors pris le relais de leurs camarades des équipes de fin de semaine, car leurs problèmes sont les mêmes,

faisant grève ou quittant leur poste en cours d'équipe.

Mardi 21 décembre, craignant que la colère ne s'exprime à nouveau, la direction a concédé une prime de 400 euros. Ce n'est évidemment pas suffisant, d'autant qu'elle est soumise à un critère de présentisme. Certains travailleurs ne semblaient pas prêts à s'en contenter car 400 euros, c'est au minimum ce qu'il faudrait en plus tous les mois sur le salaire. Mais il est sûr que, sans cette grève, la direction n'aurait rien lâché.

Pour beaucoup, c'était la première grève à laquelle ils participaient. C'est un bel encouragement pour l'avenir, pour beaucoup de jeunes qui n'avaient encore jamais fait grève et pour tous ceux qui pensaient que lutter n'était plus possible.

Correspondant LO

dans la police.

Ce n'est pas la première fois que LVMH est accusé de ce genre de méfaits. En 2016, le groupe de luxe Hermès l'avait attaqué en justice pour avoir espionné ses principaux dirigeants en utilisant le même genre de barbouzes. LVMH n'est pas non plus le premier ni le seul trust à utiliser ces pratiques et à recycler des hommes issus de l'appareil d'État. Ainsi, Ikea France vient d'être condamné pour avoir fliqué ses salariés en ayant recours à une société

fondée par un ancien dirigeant des Renseignements généraux, qui accédait aux informations d'un fichier central de la police supposé confidentiel.

Défendre les intérêts des capitalistes contre les travailleurs est la mission essentielle de l'État, particulièrement de sa police et de ses services secrets. En se recyclant dans le privé, certains de leurs membres ne changent pas vraiment d'emploi.

Arnaud Louvet

Hôpital Saint-Antoine – Paris : un plan blanc sans moyens

Il y a plus de dix jours, le plan blanc a été déclenché à l'hôpital Saint-Antoine comme dans l'ensemble des autres établissements de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Immédiatement chacun a reçu un mail contenant les mesures mises en place. On ne peut que parler de mesures, car il n'y a pas de moyens en plus. Il était seulement proposé de faire des heures supplémentaires majorées à 50%, ce qui veut dire travailler plus sans embauche supplémentaire. C'était peu, car, quelques jours plus tard, le Premier ministre a parlé de majoration à 100%. Mais cela montre qu'il est possible d'augmenter beaucoup plus les salaires de tous: il y a de l'argent pour ça.

Par ailleurs, la direction n'accepte aucune demande des services pour des renforts d'aides-soignantes en intérim, alors qu'on manque de bras partout.

Martin Hirsch, le directeur de l'AP-HP, a aussi déclaré dans les médias qu'il était possible de racheter dix jours de vacances contre 2 000 euros, soit 200 euros par jour. En vérité, c'est 200 euros brut pour une journée pour les infirmiers en catégorie A, mais cela passe à 130 euros brut pour les aides-soignants en catégorie B et à 110 euros brut pour les agents de service hospitalier en catégorie C.

Dans le cadre du plan blanc, les demandes de mise en disponibilité pour partir de l'AP-HP sont gelées jusqu'à nouvel ordre. Les soignants qui devaient partir dans les prochains jours se retrouvent coincés à l'hôpital, même s'ils ont d'autres engagements ailleurs ou s'ils n'ont plus de logement car ils avaient prévu de quitter la région parisienne.

Avec le plan blanc la direction se donne le droit de changer les organisations de travail. Cela veut dire changer les horaires, passer en 12 heures par jour au lieu de 7 heures 30 minutes,

supprimer les RTT, déplacer ou couper les jours de repos. Ces changements ne répondent pas à une prise en charge des patients atteints de Covid sévère, mais aux problèmes de fonctionnement de l'hôpital au quotidien.

Beaucoup de soignants voient que le plan blanc est une excuse utilisée par la direction pour tenter de faire travailler plus, sans rencontrer d'opposition. L'objectif est de faire marcher les hospitaliers au pas et comme d'habitude d'exiger qu'ils compensent le manque de personnel par le sacrifice de leur temps libre. Cela mériterait que les hospitaliers s'organisent et mettent en place un plan rouge de colère.

Correspondant LO



France Loisirs : licenciements massifs

France Loisirs, enseigne de vente de livres sur abonnement, vient de subir une « reprise » laissant sur le carreau plus de 80% des salariés.

À la mi-décembre, la Financière Trésor du patrimoine a été choisie par le tribunal de commerce de

Paris pour reprendre la marque, mais pas les 108 librairies réparties dans tout le pays et encore moins les 624 salariés, sur 756, qui viennent de perdre leur emploi à Noël.

France Loisirs a été la propriété des riches maisons d'édition Bertelsmann

et Presses de la Cité pendant des décennies, et leur a rapporté de jolis bénéfices à l'époque de son activité florissante, quand il y avait plusieurs millions d'abonnés.

Mais, dans le cadre du capitalisme, cette richesse accumulée ne sert pas à sauver les travailleurs de la noyade de leur entreprise. Au contraire, ce sont ces employés de librairie et de centres de stockage qui sont presque tous sacrifiés pour qu'encore un peu de profit puisse être tiré d'une marque réputée.

L. D.

Sepur : des déchets et des ordures

Un racket de leurs subordonnés, c'est ce que des chefs d'équipe de Sepur, entreprise de collecte de déchets, imposaient à des travailleurs en profitant de leur stigmatisation par l'État en tant que sans-papiers.

Fin octobre, à l'aide de militants CGT d'Ile-de-France, des travailleurs sans papiers faisaient grève pour leur régularisation. Sur les 200 grévistes, une soixantaine travaillaient pour la Sepur, beaucoup en intérim. La lutte obligea des entreprises à fournir à leurs employés les documents exigés par les préfetures pour entamer les procédures de régularisation.

Cette grève mit aussi à jour le chantage exercé par deux chefs de Sepur, au dépôt de Villejust, dans l'Essonne : sachant qu'un travailleur était sans papiers ou utilisait l'identité d'une connaissance, ils exigeaient ordinairement 200 euros en liquide par mois, qu'ils se partageaient. Huit éboueurs maliens et mauritaniens ont depuis porté plainte pour ne plus être soumis à ce racket exercé particulièrement sur les intérimaires qui avaient absolument besoin que leur contrat soit renouvelé. Ils devaient ainsi abandonner des sommes importantes à ces chefs sur des payes n'excédant pas 1 500 euros par mois.

La Sepur, entreprise ayant 250 contrats avec des collectivités regroupant 7 millions d'habitants et employant 2 500 salariés, a déclaré avoir ouvert une enquête interne et assuré qu'elle « condamnera avec la plus grande sévérité ces pratiques intolérables si elles venaient à être avérées ». Or,

les abus envers les intérimaires y sont courants: déjà en janvier 2021, la Sepur a été condamnée à verser 14 000 euros à un éboueur marocain à qui elle avait imposé 164 missions d'intérim en deux ans et demi, évoquant fallacieusement un surcroît temporaire d'activité.

En 2017, la Sepur avait carrément traîné au tribunal une inspectrice du travail pour tentative de chantage: son crime était d'avoir fait son travail en essayant d'imposer la réintégration d'un salarié protégé, licencié abusivement.

Devant le scandale du racket des éboueurs, le ministère de l'Intérieur a dû gronder ce patron: « Il y a des conditions de travail qui frisent l'exploitation. Il y aura des conséquences pour les employeurs, des sanctions administratives, des poursuites judiciaires », a-t-il déclaré. De l'exploitation, c'est certain. Quant à la sévérité des autorités envers une entreprise importante qui entretient des relations d'affaires avec de nombreuses autorités locales, cela reste à voir.

De leur côté, les travailleurs qui ont fait grève pour obtenir leurs papiers et qui ont dénoncé le racket savent qu'ils doivent compter d'abord sur eux-mêmes et sur leur solidarité pour faire respecter leurs droits.

Lucien Déroit

Auchan : actionnaires les poches pleines

Vendredi 17 décembre, la grève était à l'ordre du jour dans une trentaine de magasins Auchan. À Roncq, dans le Nord, 120 travailleurs ont participé à des blocages aux entrées et ont défilé dans les rayons, pour la deuxième fois en quinze jours et la troisième en six mois.

Les Mulliez, riches à

milliards, viennent de se voter 750 millions d'euros de dividendes et annoncent dans le même temps aux salariés 2,2% d'augmentation et une remise sur les achats en magasin qui passe de 10 à 15%, argent qui retourne dans leurs caisses. Tout ça ne peut être ressenti que comme une provocation.

P. L.



CORENTIN MIGOULE

Stations de sports d'hiver : les saisonniers marquent des points

Les stations de sports d'hiver ont rouvert au début des vacances de Noël, avec de la neige en abondance, du soleil, des vacanciers... Il ne manquait que des saisonniers !

Alors que ceux-ci étaient 58 000 au début de la saison d'hiver 2019-2020, leur nombre avait baissé lors de la saison suivante à cause des restrictions sanitaires, ou plus de la moitié avaient vu leur contrat annulé.

Privés de leur emploi, et donc de leur salaire, beaucoup se sont reconvertis dans d'autres secteurs. À cela s'est ajoutée la réforme de l'Assurance chômage, entrée en vigueur le 1^{er} décembre, qui a porté de quatre à six mois la durée minimale de travail à effectuer au cours des 24

derniers mois pour l'ouverture ou le rechargement des droits. La saison d'hiver ne durant que quatre mois, la plupart des saisonniers se retrouveraient de ce fait sans indemnisation à la fin de leur contrat.

Cette année, les patrons des commerces, hôtels et restaurants se plaignent tous de la difficulté à recruter les employés nécessaires à la bonne marche de leurs entreprises. Et alors que les saisonniers étaient souvent mal payés, logés dans de mauvaises conditions pour un prix excessif, obligés de

faire des horaires démesurés sans contrepartie, voici que leurs patrons doivent se souvenir qu'il existe des lois et que leurs employés ne sont pas corvéables à merci.

Cela ne va pas toujours sans grincements de dents. Ainsi, dans une station iséroise, une boulangère s'est plainte que des candidats à un emploi demandaient le double du salaire habituel avec, en plus, deux jours de congés par semaine. Ailleurs, constatait le propriétaire d'un magasin de ski, les saisonniers sont devenus « plus exigeants sur le fait d'avoir chacun leur chambre », et beaucoup de patrons se sont vus contraints d'augmenter les salaires s'ils voulaient avoir le personnel nécessaire.

Pour une fois, se réjouissent les saisonniers, beaucoup peuvent poser leurs conditions, sont en position de choisir leur employeur en fonction de la station qui leur convient, des salaires et des logements proposés. Voilà des acquis qu'ils n'oublieront pas le prochain hiver.

Marianne Lamiral



Hôtellerie et restauration : des hausses de salaire a minima

Depuis un an, que n'a-t-on entendu sur les difficultés de l'hôtellerie-restauration à recruter ! D'après l'organisation patronale UMIH, sur le million de salariés du secteur, 237 000 salariés l'auraient quitté depuis la pandémie, et 30 % des postes seraient non pourvus.

À l'occasion de la renégociation de la convention collective, le gouvernement, qui a largement arrosé le secteur pendant les fermetures administratives et au-delà, a fini par reconnaître que les salaires étaient peut-être un peu trop bas et les horaires un peu trop longs, en demandant « une augmentation substantielle » et la prise en compte de « la qualité de l'emploi ». On a connu il est vrai des demandes plus impérieuses.

Le patronat a vite remis les choses en place, récusant toute « ingérence de l'État ». Il a refusé d'inscrire dans la convention collective un 13^e mois, et n'a accepté que des augmentations de salaire limitées, officiellement de 16,3 %, en

réalité de quelques pourcents pour les salariés les moins bien payés. Ceux-ci sont souvent au-dessous du smic, ou quelques centimes au-dessus. Ainsi, le salaire minimal horaire passerait à 11,01 euros brut, alors que le smic sera à 10,57 euros à partir du 1^{er} janvier. Et sur les autres questions qui fâchent, comme la majoration des heures supplémentaires, l'amplitude des horaires, les heures de coupure et les week-ends, le patronat n'entend pas céder grand-chose. C'est une façon de dire que la pénurie de main-d'œuvre n'est pas ce qu'il prétend.

Comme chaque capitaliste le sait, il n'est pas nécessaire d'avoir mal pour pleurer fort.

Michel Bondelet

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Télescope spatial: un grand pas pour l'humanité... future

Le 25 décembre, une fusée Ariane lancée depuis la Guyane propulsait un nouveau télescope spatial nommé James Webb. Conçu pour fournir des informations inaccessibles jusque-là, il suscite de grands attentes chez les scientifiques, et cela se comprend.

De la taille d'un terrain de tennis une fois déployé, il s'agit de l'instrument scientifique le plus grand et le plus sophistiqué jamais envoyé dans l'espace. Il permettra de fournir des informations sur les toutes premières générations d'étoiles, à l'époque où l'Univers était tout jeune. Il s'agit de données qui manquent aujourd'hui pour comprendre comment la matière qui constitue l'Univers s'est agglomérée et organisée au cours de son histoire. Il devrait permettre aussi un bond en avant dans la connaissance des exoplanètes, ces planètes en orbite autour d'autres étoiles que le Soleil, observer de quelle matière elles sont constituées, et si elles peuvent abriter des traces de vie.

Fruit de plus de vingt ans de travaux de milliers de

scientifiques, ce télescope James Webb a été piloté par la NASA. Cependant, comme souvent dans ce genre de missions visant la recherche fondamentale, il s'agit d'une collaboration entre laboratoires de nombreux pays: les USA, le Canada, mais aussi une dizaine de pays européens.

Ce télescope a été aussi produit dans cette société pourrie par le capitalisme, un système qui transforme toutes les activités en source de profits et dans lequel les plus grands progrès viennent aggraver les inégalités. Les dix milliards de dollars que cette réalisation scientifique a coûtés restent un montant dérisoire si on le compare aux budgets militaires des grandes puissances. Cela a pourtant représenté une manne considérable pour

les actionnaires du géant de l'armement américain Northrop Gruman, qui en est le principal constructeur. Et il est également impossible d'oublier que ce télescope s'est envolé au-dessus de populations qui n'ont accès ni à l'eau potable, ni à des logements dignes, ni à une santé et une éducation correctes sur cette planète.

L'humanité a besoin de ces prouesses scientifiques et technologiques pour comprendre l'histoire de la matière qui nous constitue, celle des planètes qui ont des propriétés proches de la nôtre, et donc, indirectement, les évolutions possibles de la planète Terre. Ces connaissances sont indispensables pour arriver un jour à gérer la vie sociale et son impact sur l'environnement. Mais, auparavant, il faudra que l'humanité consacre son génie collectif à renverser le principal obstacle à l'utilisation rationnelle des résultats de la recherche: le système capitaliste.

Thomas Baumer

Navires à l'abandon: marins escroqués

La Fédération internationale des travailleurs du transport, un syndicat américain qui a des antennes dans de nombreux ports et des relais dans les organismes internationaux, indique qu'au moins mille marins attendent depuis des mois sur 85 navires abandonnés dans divers mouillages.

Le chiffre serait sous-estimé, car nombre d'équipages préféreraient ne rien dire de leur situation, de peur de se retrouver sur la liste noire des armateurs, ou plutôt des trafiquants de main-d'œuvre qui recrutent les marins.

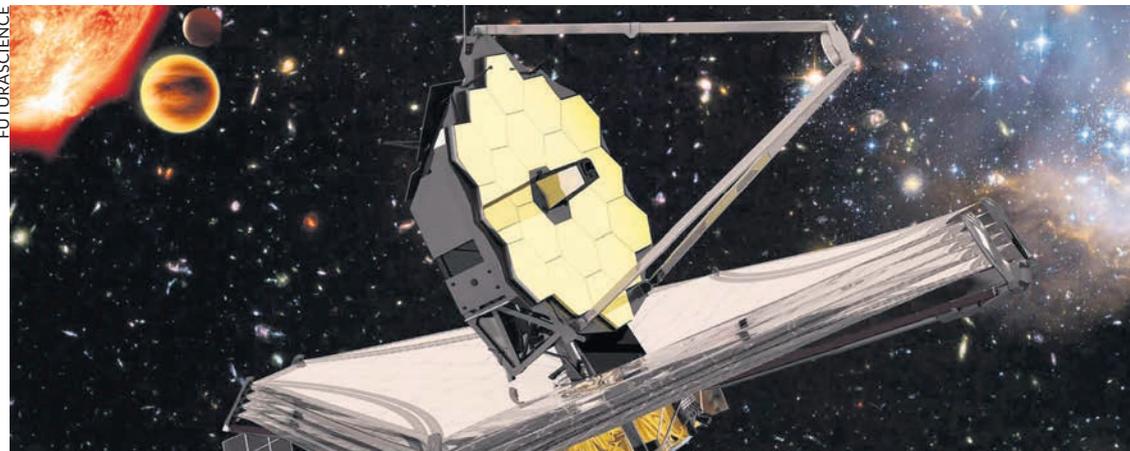
Tous les ports connaissent ces navires rouillés, à quai depuis des mois, où des équipages sans ressources, sans salaire, sans papiers ne survivent que grâce à la solidarité de la population. Certains de ces marins abandonnés racontent n'avoir mangé que du riz des mois durant, d'autres être restés quatre ans loin de chez eux, ou avoir travaillé des années et finalement devoir emprunter pour rentrer à la maison. Les armateurs, lorsqu'ils n'ont pas fait faillite, ne répondent ni aux marins, ni aux autorités portuaires, ni aux associations. Les navires ayant été condamnés, trop vieux, trop endommagés, pas assez rentables, avec une cargaison non payée, pourrie ou détruite, leurs propriétaires ont jugé plus simple de les laisser à quai, là où ils se trouvaient. Cela présente en outre l'avantage de ne pas avoir à verser les salaires de l'équipage. De leur côté, les marins n'ont pas les moyens de rentrer chez eux. Ils n'y ont d'ailleurs pas intérêt,

car l'occupation du navire reste la seule mince possibilité de se faire un jour payer leur dû ou indemniser de leur peine.

De semblables cas se sont multipliés par suite de la concurrence féroce régnant dans le transport maritime, de sa concentration rapide qui élimine nombre de petits armateurs travaillant avec des bateaux vétustes. D'autres sont la conséquence indirecte de la pandémie. Cette situation rendant les formalités de vente pour la casse longues et complexes, ne serait-ce qu'en empêchant visites et estimations, des compagnies ont préféré abandonner purement et simplement leurs vieux navires, équipages compris. Comme sur terre, les patrons font payer les pots cassés aux travailleurs et ferment la boutique, sans souci des conséquences. Mais les marins peuvent être jetés à quai, sans salaire, sans recours légal et à l'autre bout du monde.

De temps à autre, un pays ou un organisme international demande l'établissement d'une réglementation contraignant quelque peu les armateurs, mais sans grande conviction, car chacun sait que les capitalistes sont seuls maîtres à bord, sur terre comme sur mer. Jusqu'à la mutinerie...

Paul Galois



La campagne continue!

En cette fin d'année, la campagne pour soutenir la candidature de Nathalie Arthaud s'est poursuivie.

Sur les marchés, en porte-à-porte, dans les discussions avec les voisins, les amis ou en famille, toutes les occasions sont bonnes pour faire connaître son programme.

Cette campagne peut et doit permettre d'affirmer que le seul camp porteur

d'avenir est celui des travailleurs et de populariser dès aujourd'hui les objectifs des luttes à mener pour changer radicalement ce système capitaliste, aussi inégalitaire et injuste que stupide. Elle peut aussi permettre de se regrouper, de tisser les liens indispensables pour aller

vers un parti révolutionnaire capable, en toutes circonstances, de défendre les intérêts des travailleurs.

Début janvier, Nathalie reprendra ses déplacements dans les différentes villes. Ces réunions, grandes ou petites, seront l'occasion de développer ses idées, d'en débattre et de susciter dès maintenant le maximum de soutien.

Réunions publiques

Dieppe

Judi 6 janvier,
18 heures
Salle annexe
de la mairie

Charleville-Mézières

Samedi 8 janvier,
16 heures
Salle polyvalente
Arc-en-Ciel
Rue d'Étion

Tergnier

Dimanche 9 janvier,
15 heures
Foyer Carnegie

Troyes

Mercredi 12 janvier,
19 heures
Hôtel du Petit-Louvre

Poitiers

Vendredi 14 janvier,
20 heures
Salle Timbaud

Limoges

Samedi 15 janvier,
16 heures
Salle Jean-Pierre-Timbaud

Fête de Fourmies

Dimanche 16 janvier,
à partir de 11 heures
Espace Mandela